

**MISSION LOCALE D'ARGENTAN ET DE VIMOUTIERS
POUR L'INSERTION PROFESSIONNELLE ET SOCIALE
DES JEUNES**

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901
Espace Vulcain, 33 rue Saint Martin
61200 - ARGENTAN

***RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS***

Exercice clos le 31 décembre 2024

MISSION LOCALE D'ARGENTAN ET DE VIMOUTIERS POUR L'INSERTION PROFESSIONNELLE ET SOCIALE DES JEUNES

Association régie par la loi du 1er juillet 1901

Espace Vulcain, 33 rue Saint Martin

61200 - ARGENTAN

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'assemblée générale de l'association MISSION LOCALE D'ARGENTAN ET DE VIMOUTIERS POUR
L'INSERTION PROFESSIONNELLE ET SOCIALE DES JEUNES,

Opinion

En exécution de la mission complémentaire qui nous a été confiée par votre Conseil d'administration du 30 janvier 2025 dans le cadre des dispositions de l'article L.820-3-1 du code de commerce, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de MISSION LOCALE D'ARGENTAN ET DE VIMOUTIERS POUR L'INSERTION PROFESSIONNELLE ET SOCIALE DES JEUNES relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Votre association comptabilise des subventions de fonctionnement, tel que décrit dans la note « Ventilation des produits » de l'annexe des comptes annuels. Nous nous sommes assurés du rattachement de ces produits d'exploitation perçus par l'association en fonction des actions et des emplois menés au cours de l'exercice. Dans le cadre de nos appréciations, nous nous sommes assurés du traitement comptable de ces opérations et de leurs correctes évaluations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport d'activité ainsi que dans les autres documents adressés aux membres de l'association.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Alençon, le 17 Juin 2025

Le commissaire aux comptes

IN EXTENSO ORNE

Sébastien LANDAIS



Pièces annexées : Bilan, Compte de résultat, Annexe

BILAN AU 31/12/2024

ACTIF				
POSTES	BRUT	AMORT OU PROV	NET	ANNEE N-1
ACTIF IMMOBILISE				
Licence logiciel	-	-	-	-
Bâtiment	36 650,00	8 959,00	27 691,00	30 134,00
Installation et agencement	68 881,00	42 261,00	26 620,00	13 839,00
Matériel de transport	17 010,00	17 010,00	-	1 698,00
Matériel de bureau et informatique	35 209,00	24 464,00	10 745,00	16 034,00
Mobilier	29 904,00	27 727,00	2 177,00	2 946,00
Participation financière	15,00		15,00	15,00
Dépôt et cautionnement	660,00	-	660,00	660,00
TOTAL 1	188 329,00	120 421,00	67 908,00	65 326,00
ACTIF CIRCULANT				
Subventions d'exploitation à recevoir	29 708,00		29 708,00	84 488,00
Produits à recevoir	500,00		82,00	82,00
Livret bleu	232 580,00		232 580,00	303 821,00
Comptes à terme	200 000,00		200 000,00	
Banque compte courant	95 054,00		95 054,00	215 030,00
Caisse	256,00		256,00	309,00
Charges constatées d'avance	4 670,00		4 670,00	9 040,00
TOTAL 2	562 768,00	-	562 350,00	612 770,00
TOTAL GENERAL (1+2)	751 097,00	120 421,00	630 676,00	678 096,00

CERTIFIÉ
Le Commissaire
aux Comptes

PASSIF		
POSTES	ANNEE N	ANNEE N-1
FONDS PROPRES		
Fonds propres	20 059,00	20 059,00
Report à nouveau	198 991,00	127 464,00
Réserves réglementées	95 059,00	95 059,00
Subvention d'équipement	6 240,00	12 480,00
Subvention d'équipement inscrite au compte de résultat -	2 912,00	- 3 328,00
Excédent ou déficit de l'exercice	52 350,00	71 447,00
Situation nette	369 787,00	323 181,00
TOTAL 1	369 787,00	323 181,00
PROVISIONS		
Provisions pour départ à la retraite	49 950,00	46 596,00
Provision pour risque et charges	13 495,00	17 895,00
FONDS DEDIES		
Fonds dédiés sur subvention d'exploitation	53 140,00	73 628,00
TOTAL 2	116 585,00	138 119,00
DETTES		
Emprunt auprès des établissements de crédit	9 148,00	15 957,00
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	17 060,00	36 745,00
Dettes fiscales et sociales	99 763,00	100 874,00
TOTAL 3	125 971,00	153 576,00
REGULARISATIONS		
Produits constatés d'avance	18 333,00	63 220,00
TOTAL 4	18 333,00	63 220,00
TOTAL GENERAL (1+2+3+4)	630 676,00	678 096,00

CERTIFIÉ
Le Commissaire
aux Comptes

COMTPE DE RESULTAT	31/12/2024	31/12/2023
Produits d'exploitation		
Subventions d'exploitation	732289,79	886861,30
Transferts de charges	33284,92	20233,36
Reprise sur provisions	69344,48	1251,00
TOTAL 1	834919,19	908345,66
Charges d'exploitation		
Achats	16994,79	15637,95
Services extérieurs	38214,57	40064,59
Autres services extérieurs	81053,69	56876,87
Impôts et taxes	37016,8	33853,88
Salaires et charges sociales	556986,03	573629,54
Dotations aux amortissements et provision	33524,97	46048,64
Fonds dédiés	26511,00	73628,00
TOTAL 2	790301,85	839739,47
Résultat d'exploitation	44617,34	68606,19
Produits financiers	2579,51	2587,39
Charges financières	84,51	127,56
Résultat financier	2495,00	2459,83
Produits exceptionnels	6497,00	2720,05
Charges exceptionnelles	1258,87	2339,32
Résultat exceptionnel	5238,13	380,73
EXCEDENT DE L'EXERCICE	52350,47	71446,75
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	8640,00	8640,00

SOMMAIRE

A – OBJET SOCIAL ET PERIMETRE DES MISSIONS DE L'ASSOCIATION

B – FAITS MAJEURS DE L'EXERCICE

- 1- *La démarche de labellisation des Missions Locales*
- 2- *CLLAJ : une offre de services enrichie*
- 3- *Mouvements de personnel*

C – REGLES ET METHODES COMPTABLES

D – INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN

1- *Bilan actif*

1.1 Immobilisations corporelles

- Mises au rebut
- Acquisitions
- Variation des immobilisations
- Amortissements

1.2 Actif circulant

- Les créances
- Les charges constatées d'avance

2- *Bilan passif*

2-1 Indemnités de départ à la retraite

2-2 Les dettes

2-3 les provisions

2-4 Les Fonds dédiés

E – INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

1- *Ventilation des produits*

2- *Les contributions volontaires en nature*

3- *Les honoraires du commissaire aux comptes*

F – LES ENGAGEMENTS HORS BILAN

G- LES EFFECTIFS

H- INFORMATIONS POSTERIEURES A LA CLOTURE

CERTIFIÉ
Le Commissaire
aux Comptes

82

A – OBJET SOCIAL et PERIMETRE DES MISSIONS DE L'ASSOCIATION

La Mission Locale des Pays d'Argentan et de Vimoutiers pour l'insertion professionnelle et sociale des jeunes se donne pour but de favoriser la concertation entre les différents partenaires en vue de renforcer ou compléter les actions conduites, ce sans se substituer à quiconque.

- La Mission Locale pour l'insertion professionnelle et sociale des jeunes organise l'accueil, l'information, le conseil et l'accompagnement du public jeune relevant de sa zone de compétence, soient les jeunes âgés de 16 à 25 ans, non scolarisés, en priorité les jeunes chômeurs et ceux rencontrant des difficultés particulières d'insertion sociale et professionnelle.
- Elle prend en compte globalement les différents problèmes auxquels sont confrontés les jeunes (santé, logement, formation, loisirs...) ce afin de les aider à l'élaboration de leur projet d'itinéraire social et professionnel.

L'association ayant pour vocation à regrouper l'ensemble des partenaires économiques et sociaux du bassin d'emploi, elle s'efforcera par la sensibilisation et la mobilisation de toutes les forces vives, de contribuer à la définition d'une politique permettant un processus de développement local (politique d'emploi, formations adaptées, actions correspondantes aux besoins...).

Le territoire de compétence de la Mission Locale couvre 77 communes et 31 communes déléguées sur 3 communautés de communes :

- Terres d'Argentan Interco : 49 communes et 28 communes déléguées
- Communauté de communes de la Vallée d'Auge et du Merlerault : 18 communes et 2 communes déléguées
- Communauté de communes des Sources de l'Orne : 10 communes et 1 commune déléguée.

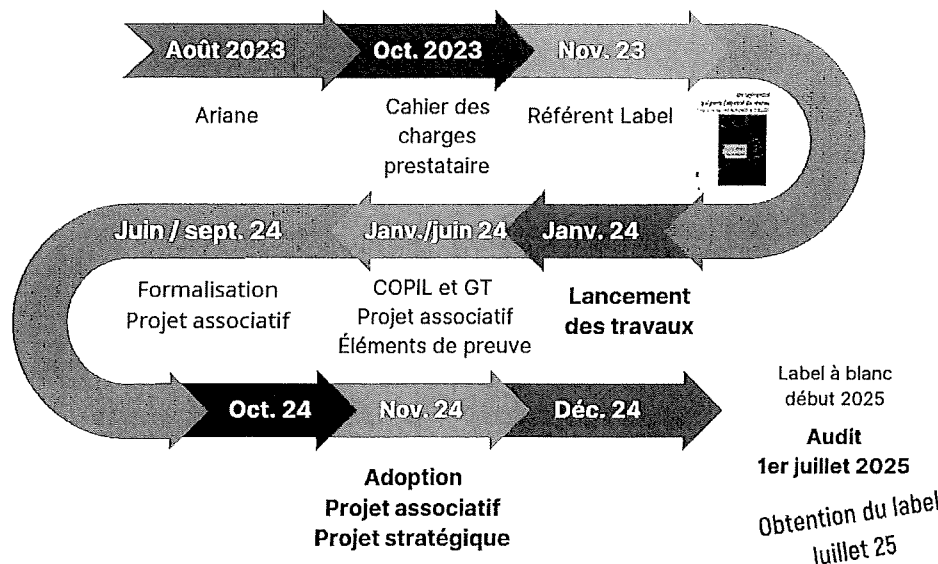
B- FAITS MAJEURS DE L'EXERCICE

1- La démarche de labellisation des Missions Locales

La démarche de labellisation a débuté au second semestre 2023 et s'est poursuivie tout au long de l'année 2024 avec le cabinet Altitudes, les partenaires, les administrateurs et les salariés de la Mission Locale. Lors du conseil d'administration de novembre 2024, le projet associatif a été adopté pour 5 ans. L'obtention du label devra être effectif au plus tard en juillet 2026.



Labellisation ML Argentan / Vimoutiers



CERTIFIÉ
*Le Commissaire
aux Comptes*

2- L'offre de service du CLLAJ

Suite à l'étude menée en 2023, **un portait de territoire du logement des jeunes** a été présenté et validé en COPIL en janvier 2024 afin de définir les orientations du CLLAJ pour les années à venir.

Ainsi, 2 orientations ont été retenues :

- Le développement d'une nouvelle offre de service : **l'Hébergement Temporaire chez l'Habitant (HTH)**. C'est un dispositif alternatif, complémentaire et flexible permettant de répondre aux besoins des jeunes (16-30 ans) rencontrant des difficultés de mobilité professionnelle, en leur proposant un hébergement au plus près de leur lieu d'emploi ou de formation sur un territoire précis et une période donnée.

Il vient ainsi compléter l'offre Habitat Jeunes du territoire et participe à sa diversification.

- Il est proposé de mettre en œuvre des mesures **d'Intermédiation Locative (IML)**. L'IML a pour objectif de proposer un accompagnement social global auprès des jeunes même après l'entrée dans le logement. Cela permet notamment de sécuriser les parcours résidentiels des jeunes.

Pour réaliser des missions d'intermédiation locative, une demande d'agrément "d'Intermédiation Locative et de Gestion Locative Sociale" a été effectuée et obtenue en juillet 2024.

3- Mouvements de personnel

- Transformation du CDD en CDI temps complet chargée de mission CLLAJ à partir du 01/01/2024 ;
- Un recrutement en CDD conseiller en insertion à temps complet pour surcroît d'activité du 18/03/2024 au 28/06/2024 ;
- Un recrutement en CDD conseiller en insertion à temps complet pour surcroît d'activité du 15/07/2024 au 31/12/2024 ;
- 2 arrêts maladie longs, suivis de 2 temps partiels thérapeutiques jusqu'à la fin de l'année ;
- Accueil d'une jeune en mission de service civique pour 9 mois pour l'animation de la WEB RADIO à partir du 16/09/2024 ;
- Un recrutement en CDD temps complet pour surcroît d'activité d'une chargée d'accueil et d'animation du 02/04/2024 au 31/12/2024 ;
- Un recrutement en contrat d'apprentissage pour le service CLLAJ, d'une jeune qui prépare le diplôme conseillère en économie sociale et familiale, du 16/09/2024 au 31/10/2025.

C – REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du Code de Commerce et du plan comptable général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'association a arrêté ses comptes en respectant les règlements ANC n°2018-06 et n°2019-04, ainsi que ses adaptations aux associations et fondations conformément au nouveau règlement des associations.

CERTIFIÉ
Le Commissaire
aux Comptes

D – INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN

1- Bilan actif

1 -1 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement. Les règles habituelles d'amortissement sont les suivantes :

Type d'immobilisations	Mode d'amortissement	Durée
Installations techniques et agencements	Linéaire	Entre 3 et 5 ans
Matériel de bureau	Linéaire	Entre 3 et 5 ans
Mobilier	Linéaire	Entre 1 et 5 ans
Véhicules	Linéaire	5 ans
Bâtiment	Linéaire	15 ans

- Mises au rebut

Nature	Année d'achat	Valeur d'achat
1 PC fixe comptabilité	2021	1756
1 Simulateur de conduite	2022	6240
1 PC fixe assistante administrative	2016	1372
Logiciel LD Cllaj	2020	1080
TOTAUX		10448

- Acquisitions

Nature	Année d'achat	Valeur d'achat
Chaudière gaz 10/2024	2024	15 698 €
2 PC portables	2024	1 999 €
Boitier Sécurité INTERNET	2024	1 560 €
TOTAUX		19 257 €

- Les amortissements

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	1 080		1080	0
Immobilisations corporelles	177764	19257	9368	187654
Immobilisations financières	675			675
TOTAL	179519	19257	10448	188329

CERTIFIÉ
Le Commissaire
aux Comptes

87

Amortissements et provisions	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	1 080		1080	0
Immobilisations corporelles	113113	7828	520	120420
Immobilisations financières	-			-
TOTAL	114 193	7828	1600	120420

1-2 Actif circulant

- Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Nature	31/12/2024	1 an au plus	1 à 5 ans	Plus de 5ans
Subventions d'exploitation à recevoir	29708	25905	3803	
Produits à recevoir	500	500		
Charges constatées d'avance	4670	4670		
Dépôts et cautionnement	675			675
TOTAUX	35 553	31 075	3 803	675

- Les subventions et produits à recevoir sont :

<input checked="" type="checkbox"/> ASP aide au contrat d'apprentissage	500,00
<input checked="" type="checkbox"/> ARML solde santé mentale	2 070,00
<input checked="" type="checkbox"/> ANGIC ITI 2+ ITI 3	17203,00
<input checked="" type="checkbox"/> CAF de l'Orne pour le CLLAJ AIO	3 000,00
<input checked="" type="checkbox"/> CAF de l'Orne pour le CLLAJ HTH	4 500,00
<input checked="" type="checkbox"/> Action logement CLLAJ	1 366,00
<input checked="" type="checkbox"/> ARML cpl justice	1 569,00

- Les charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance s'élèvent à 4670 euros. Elles concernent principalement des abonnements aux antivirus et abonnements documentaires pour l'année 2025.

2- Bilan passif

2-1 Indemnités de départ à la retraite (IDR) et provision

Au regard de l'article III-10 « Départ à la retraite » de la convention collective nationale des Missions Locales et PAIO, il est stipulé que « tout salarié en contrat à durée indéterminée quittant volontairement l'entreprise pour bénéficier du droit à une pension vieillesse a droit à une indemnité calculée sur la base du dernier salaire et dont le montant est fixé à :

- 2 mois de 5 à 10 ans d'ancienneté révolus chez le même employeur
- 3 mois de 10 à 20 ans d'ancienneté révolus chez le même employeur
- 4 mois au-delà de 20 ans d'ancienneté chez le même employeur.

Afin de permettre de financer au mieux ces indemnités, la Mission Locale a choisi d'en externaliser la gestion par AXA France Vie.

Depuis 2021, une provision est constituée afin de couvrir les indemnités conventionnelles dues par la Mission Locale lors du départ à la retraite des salariés. Cette provision est réévaluée chaque année et fait l'objet d'une écriture en variation. Cette provision permet de reconstituer ce fonds afin d'anticiper les prochains départs à la retraite.

Le fonds versé auprès d'AXA s'élève à 22 460 euros au 31/12/2024.

La variation des provision pour charges en 2024 est de 3354 euros.

2-2 Dettes fournisseurs et dettes sociales et fiscales

Les dettes fournisseurs ainsi que les dettes sociales et fiscales sont à moins d'un an.

Nature	31/12/2024	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
Emprunt	9148		9148	
Fournisseurs et comptes rattachés	17060	17060		
Personnel et comptes rattachés	59166	59166		
Sécurité sociale et organismes sociaux	40597	40597		
Produits constatés d'avance	18333	18333		
TOTAUX	144304	135156	9148	

2-3 Les provisions

- Provision pour risques au 31/12/2024, pour un montant de 13 495 euros.
- Provision pour charges au 31/12/2024 pour un montant de 49 950 euros.

2-4 Les fonds dédiés

Les fonds dédiés en 2024 s'élèvent à 53140 euros, dont le détail est le suivant :

Nature de subvention	Montant début d'exercice	Dotation de l'exercice	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Montant fin d'exercice
ETAT plan pauvreté	21084	21084	21084		0
ETAT Mobilités solidaires	9573	8636	8636	937	937
Département - mobilité	42971	17278,65	17278,65	25692,35	25692,35
ETAT CEJ	205900	179389			26511
TOTAL	279528	226387,65	46998,65	26629,35	53140,35

E- INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

1 - Ventilation des produits

Produits	2024	2023	Variation
Subventions	732 290	886 861	-17.4 %
Autres produits	33 285	20 233	+ 64.5 %
Reprise sur provisions	69 344	1 251	+ 5443%
Produits financiers	2 580	2 587	-0.3 %
Produits exception.	6 497	2 720	+138.9 %
TOTAL	843 996	913 652	- 7.6 %

Les subventions représentent 87 % des recettes de l'association contre 97 % en 2023.

2- Les contributions volontaires en nature

Les contributions volontaires en nature s'élèvent à 8640 euros, correspondant à la mise à disposition gratuite de bureaux/accès internet et téléphone par les collectivités locales pour les permanences de la Mission Locale au sein de leurs locaux.

3- Les honoraires du commissaire aux comptes

Le montant des honoraires facturés par IN EXTENSO, commissaire aux comptes au titre de l'année 2024 s'élèvent à 5400 euros TTC.

F – INFORMATIONS ET ENGAGEMENTS HORS BILAN

Aucune caution ni engagement n'a été donné ou reçu à la Mission Locale d'Argentan.

G- EFFECTIF DE L'ASSOCIATION

Au 31 décembre 2024, l'effectif se répartit comme suit :

POSTES	ETP	CADRE	NON CADRE
Direction	1	X	
Assistante de direction et de gestion	1.8		X
Chargée d'accueil et d'animation	2		X
Contrat d'apprentissage CLLAJ	1		X
Conseillers en insertion	6.4		X

CERTIFIÉ
Le Commissaire
aux Comptes

S₂

Chargée de mission CLLAJ	1		X
Chargé de projet	1		X

H – INFORMATIONS POSTERIEURES A LA CLOTURE

- L’audit final pour l’obtention du label aura lieu le 1^{er} juillet 2025 dans nos locaux
- En 2025, Le contexte budgétaire national contraint entraine des restrictions budgétaires importantes. Ainsi, la Mission Locale d’Argentan voit ses financements « socle » baisser de :
 - CPO ETAT : - 7.23 %
 - Région : - 44 %
 - Département de l’Orne : 10 %
 - France Travail : - 3%

Cette trajectoire pourrait se poursuivre en 2026.

Afin de pallier partiellement à ces baisses, la Mission Locale a déposé 2 projets FSE+, validés par les membres du bureau :

- Un projet cofinancé par le FSE+ et la Région Normandie conventionné pour l’année 2025, intitulé « En quête de métiers »,
- Un projet cofinancé par le FSE+ ETAT est déposé pour la période d’octobre 2025 à décembre 2026.

Chacune des ses actions flèche un conseiller en insertion à temps complet.

CERTIFIÉ
Le Commissaire
aux Comptes

SL

**MISSION LOCALE DES PAYS D'ARGENTAN ET DE
VIMOUTIERS POUR L'INSERTION PROFESSIONNELLE
ET SOCIALE DES JEUNES**

Association régie par la loi du 1er juillet 1901
Espace Vulcain, 33 rue Saint Martin
61200 ARGENTAN

***RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES***

Exercice clos le 31 décembre 2024

**MISSION LOCALE DES PAYS D'ARGENTAN ET DE VIMOUTIERS POUR L'INSERTION
PROFESSIONNELLE ET SOCIALE DES JEUNES**

Association régie par la loi du 1er juillet 1901
Espace Vulcain, 33 rue Saint Martin
61200 ARGENTAN

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES**

Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'assemblée générale de l'association MISSION LOCALE DES PAYS D'ARGENTAN ET DE
VIMOUTIERS POUR L'INSERTION PROFESSIONNELLE ET SOCIALE DES JEUNES,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport
sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les
caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous
aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur
bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui
s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine
professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

Conventions soumises à l'approbation de l'assemblée générale

Conventions intervenues au cours de l'exercice écoulé

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention intervenue au cours de l'exercice
écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L.
612-5 du code de commerce.

Fait à Alençon, le 17 Juin 2025

Le commissaire aux comptes

IN EXTENSO ORNE

Sébastien LANDAIS

